

RÉPONSE AUX MENSONGES DE LA MAIRIE DE LILLE, DU DÉPARTEMENT ET DE PARTENORD

Faute de solutions réelles d'hébergement, nous occupons depuis novembre 2017 le squat du « 5 étoiles » au 15 rue Jean Jaurès. L'eau ayant été coupée en janvier 2018, nous avons décidé d'interpeller le propriétaire des lieux, PARTENORD, et les autorités « compétentes ». Suite à nos actions, et avec l'aide de nos soutiens, l'eau a été rétablie, mais nos conditions de vie sont toujours aussi déplorables, tout comme l'attitude des institutions, les premières responsables de cette situation.

MENSONGES EN SÉRIE ... ou l'art du mépris pour juste nous laisser dans une merde TOTALE !

Dans un récent communiqué, **PARTENORD** affirme que « l'eau avait été coupée en janvier 2018, avant que cette occupation ne débute ». Or, ce bailleur social avait mandaté, dès novembre, des huissiers pour constater l'occupation et lancer une procédure d'expulsion.

Le Département prétend qu'il « n'avait pas connaissance de cet hébergement ». Or, comme d'habitude, depuis plusieurs mois, les services de l'Aide Sociale à l'Enfance orientent les mineurs qui arrivent à Lille vers cet entrepôt, plan à l'appui (voir les communiqués précédents).

Le 115 et la Préfecture ne disent rien, mais font la même chose avec les demandeurs d'asile : plutôt que leur proposer une véritable solution d'hébergement, ils les envoient aussi au 5 étoiles.

Quant à **la Mairie**, après nous avoir reçus suite à notre manifestation du 4 juillet dernier, elle nous avait promis de faire des démarches auprès de PARTENORD et de nous rappeler. Or, non seulement elle n'a pas tenu sa promesse, mais en plus nous découvrons dans la presse deux semaines plus tard que « l'entourage de Martine Aubry déclare : À ce stade, il n'est pas prévu de répondre à ce courrier. » Une fois de plus, la mairie nous renvoie vers le Département et l'État en se déclarant incompétente.

Pourtant... c'est la mairie qui a la compétence de l'hygiène et qui doit veiller à ce que les habitant.e.s de la ville aient des conditions dignes, notamment concernant l'accès à l'eau et aux installations sanitaires.

Pourtant... quand il s'agit de se faire de la publicité et se faire mousser- avec Lille et sa tradition d'accueil, elle n'hésite pas à réquisitionner des bâtiments pour y accueillir les « bons migrants » de l'Aquarius, sans se poser la question de ses compétences. Bonne en communication, la mairie s'empresse aussi pour faire des appels aux dons auprès de ses citoyen.nes, en ouvrant une salle, un dimanche matin. Bah oui, pour la charité municipale, question de moyens, c'est toujours mieux quand c'est d'autres "bonnes âmes" qui donnent ! Et quand nous sommes allés voir si nous pouvions bénéficier de cette aide, on nous a répondu que ce n'était pas pour nous, qui sommes pourtant aussi des personnes exilé.e.s sans protection.

Nous avons souvent l'impression de nous répéter dans nos communiqués, mais c'est tout simplement la situation qui se répète à l'infini : les autorités ne respectent pas leurs obligations d'hébergement et de protection des personnes, se renvoient la balle entre elles, n'agissent que quand la justice le leur impose et expulsent régulièrement pour déplacer le problème quand il devient trop visible...

Tout cela sous couvert d'articles de presse élogieux qui reprennent bêtement les communiqués officiels fournis par les acteurs d'État, sans jamais vérifier les informations, ni faire de travail d'enquête sérieux sur la réalité de notre situation (alors qu'il suffirait de lire nos communiqués, en ligne ici : olieux.herbesfolles.org , pour avoir un minimum d'informations contradictoires !).

Si l'eau "coule" de nouveau pour le moment au 5 étoiles, c'est grâce aux actions et à la mobilisation collective. De plus, il ne s'agit que d'un robinet unique pour la centaine de personnes que nous sommes. Nous n'avons toujours ni toilettes ni douches.

Ce que nous réclamons avant tout c'est un vrai logement, une vraie prise en charge. Nous ne demandons pas « un 5 étoiles » comme diraient certains. Mais mineurs isolés, majeurs en demande d'asile, nous réclamons d'être accueillis dans des conditions décentes et que la violence administrative et le harcèlement policier que nous subissons toutes et tous quotidiennement cessent.

Seule notre lutte paye, continuons le combat !

Lille, le 31/07/2018